

Une typologie des économies selon les dimensions de l'emploi dans l'économie informelle

Colin C. WILLIAMS*

Résumé. *Compte tenu de l'importance des activités informelles, l'auteur propose de classer les pays selon les dimensions de l'emploi dans l'économie informelle plutôt que selon la composition de l'économie formelle. A partir de données du BIT portant sur trente-six pays en développement, il fait apparaître une corrélation significative entre l'étendue et l'intensité de l'informalité et différents indicateurs sociaux et économiques: PNB par habitant, degré de corruption et de pauvreté et niveau de l'impôt et des cotisations sociales. Les implications de ces résultats pour la réflexion théorique et l'action sont ensuite exposées.*

Jusqu'à présent, les typologies économiques classaient les pays selon la nature de leur système formel – à l'aide d'indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB) ou le revenu national brut (RNB) par habitant (Banque mondiale, 2013) – qu'il s'agisse d'économies planifiées, de marché ou mixtes (Arnold, 1996; Rohlf, 1998), ou de variantes «libérales» ou «coordonnées» du capitalisme (Hall et Soskice, 2001). Cette classification serait appropriée si la majorité de l'emploi mondial relevait du secteur formel, ce qui n'est pas le cas (Jütting et de Laiglesia, 2009; BIT, 2012 et 2013; Williams et Lansky, 2013). Par conséquent, l'objectif du présent article est d'élaborer une typologie des économies en fonction de deux dimensions de l'emploi dans l'économie informelle, son étendue et son intensité. Cet exercice doit mettre en évidence l'importance de l'activité informelle dans le monde tout en axant l'attention non plus sur le marché du travail formel – soit une part minoritaire des emplois à l'échelle de la planète – mais sur l'emploi dans l'économie informelle – part majoritaire.

Cet article est organisé en cinq parties. Dans la première, nous reviendrons brièvement sur la définition de l'emploi dans l'économie informelle, nous présenterons une typologie des économies en fonction de l'étendue et de

* Professeur, Ecole de gestion de l'Université de Sheffield; courriel: C.C.Williams@sheffield.ac.uk.

Les articles paraissant dans la *RIT*, de même que les désignations territoriales utilisées, n'engagent que les auteurs, et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

l'intensité de leur activité informelle et nous passerons en revue les différentes thèses, parfois contradictoires, avancées pour expliquer les différences entre les pays à cet égard. La deuxième partie portera sur les données et la méthodologie utilisées. Dans la troisième, nous présenterons nos résultats concernant les variations entre pays et, dans la quatrième, nous procéderons à une évaluation préliminaire des thèses que nous aurons présentées précédemment. Dans une cinquième et dernière partie, nous ferons la synthèse de nos travaux et examinerons leurs implications pour la réflexion théorique et l'action à mener.

L'emploi dans l'économie informelle: définition, typologie, tentatives d'explication

Définition

Pour analyser l'emploi dans l'économie informelle, nous envisagerons ici le «secteur informel» en nous centrant sur l'entreprise, et l'«emploi informel» en nous centrant sur l'emploi, conformément aux définitions, largement acceptées, que la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) a adoptées à ses 15^e et 17^e sessions, en 1993 et 2003, respectivement (Husmanns, 2005; BIT, 2011 et 2012)¹. Comme indiqué dans le tableau 1, si nous prenons pour unité d'observation l'entreprise, nous nous intéressons au secteur informel, qui inclut tout emploi, formel ou informel, pour une entreprise du secteur informel ($A + B$); si c'est l'emploi (ou poste de travail) qui est considéré comme unité d'observation, nous nous intéressons à la totalité des emplois informels, qu'ils soient exercés au sein d'une entreprise informelle ou d'une entreprise formelle ($A + C$). Dans cet article, nous utiliserons ces deux unités d'observation, c'est-à-dire que nous nous intéresserons à l'«emploi dans l'économie informelle» ($A + B + C$), soit à tous ceux qui, à titre d'activité principale, sont employés dans le secteur informel ($A + B$) ou ont un emploi informel ($A + C$), en comptabilisant une seule fois les personnes relevant de ces deux catégories.

Pour définir le terme «emploi dans l'économie informelle», il convient de préciser dans un premier temps la notion d'entreprise informelle – liée à l'idée de secteur informel – et celle d'emploi ou poste de travail informel – liée à la définition de l'emploi informel. En 1993, la 15^e CIST définissait le «secteur informel», soit l'ensemble des entreprises informelles, comme la somme des entreprises privées non constituées en société qui ne sont pas déclarées ou sont «petites» de par la taille de leurs effectifs. Les entreprises non constituées en société sont des unités de production qui ne sont pas constituées en entités juridiques indépendantes de leur propriétaire et qui ne tiennent pas de comptabilité complète. Une entreprise n'est pas déclarée si elle n'est pas enregistrée conformément aux dispositions de la législation nationale, par exemple

¹ On trouvera le texte de la résolution de la CIST de 1993 à l'adresse < www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_087485.pdf > [consulté le 22 octobre 2015].

Tableau 1. Anatomie de l'informalité

Unité d'observation	Emploi informel	Emploi formel
Entreprise informelle	A	B
Entreprise formelle	C	D

Source: BIT (2012).

les lois sur les établissements industriels ou commerciaux, les lois fiscales ou de sécurité sociale, ou encore les lois régissant des professions particulières. La délivrance d'une autorisation d'établissement ou de commerce en vertu de la réglementation nationale ne suffit pas pour considérer qu'une entreprise est déclarée. Une entreprise est dite «petite» lorsque le nombre des travailleurs qu'elle emploie est inférieur à un seuil donné (par exemple, cinq salariés) établi en fonction du contexte national (Husmanns, 2005; BIT, 2011 et 2012).

Cependant, cette définition centrée sur l'entreprise ne rend pas compte de la totalité de l'emploi informel (notamment de l'emploi pour une entreprise formelle ou un ménage privé ou de celui qui relève de l'agriculture de subsistance), si bien que la 17^e CIST a adopté en 2003 une définition de l'«emploi informel» centrée sur le type d'emploi (au sens de poste de travail), afin d'inclure les activités effectuées au sein des structures tant informelles que formelles:

L'emploi informel, qui comprend tous les emplois inclus dans le concept d'emploi dans le secteur informel sauf ceux qui sont classés comme emplois formels dans les entreprises du secteur informel, correspond aux emplois qui, en général, sont dépourvus des protections sociales et légales élémentaires ou des avantages associés à l'emploi, et qui peuvent se situer dans le secteur formel, le secteur informel ou les ménages (BIT, 2011, p. 12).

Les différentes situations relevant de la notion d'«emploi informel» sont énoncées au paragraphe 3 des Directives concernant une définition statistique de l'emploi informel², que la CIST a adoptées en 2003:

3. 1) L'emploi informel comprend le nombre total d'emplois informels tels que définis aux sous-paragraphe 2 à 5 ci-dessous, qu'ils soient exercés dans des entreprises du secteur formel, des entreprises du secteur informel ou des ménages, au cours d'une période de référence donnée.
- 2) [...] l'emploi informel inclut les types d'emploi suivants:
 - i) travailleurs à leur propre compte occupés dans leurs propres entreprises du secteur informel [...];
 - ii) employeurs occupés dans leurs propres entreprises du secteur informel [...];
 - iii) travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, qu'ils travaillent dans des entreprises du secteur formel ou informel [...];
 - iv) membres de coopératives informelles de producteurs [...];
 - v) salariés qui exercent un emploi informel (tel que défini au sous-paragraphe 5 ci-dessous), qu'ils soient employés par des entreprises du secteur formel ou informel, ou par des ménages comme travailleurs domestiques rémunérés [...];

² On trouvera le texte des *Directives concernant une définition statistique de l'emploi informel* adoptées en 2003 à l'adresse <www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_087624.pdf> [consulté le 22 octobre 2015].

- vi) travailleurs à leur propre compte engagés dans la production de biens exclusivement pour usage final propre de leur ménage [...], s'ils sont considérés comme occupés selon le paragraphe 9 (6) de la Résolution concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi, adoptée par la 13^e CIST.

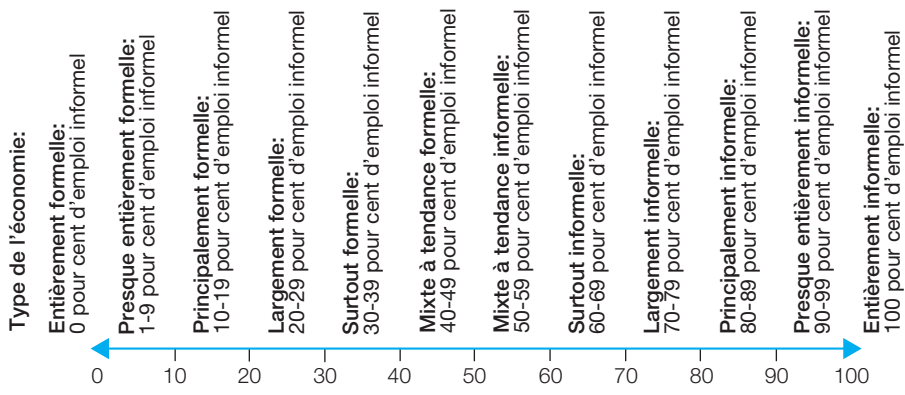
[...]

5) Les salariés sont considérés comme ayant un emploi informel lorsque leur relation d'emploi n'est pas soumise, de par la loi ou en pratique, à la législation nationale du travail, l'impôt sur le revenu, la protection sociale ou le droit à certains avantages liés à l'emploi (par exemple, préavis en cas de licenciement, indemnités de licenciement, congés payés annuels ou congés de maladie payés, etc.). Les raisons peuvent en être les suivantes: les salariés ou leurs emplois ne sont pas déclarés; les emplois sont occasionnels ou de courte durée; le temps de travail ou le salaire n'atteignent pas un certain seuil (pour devoir payer des cotisations à la sécurité sociale, par exemple); le salarié est employé par une entreprise individuelle ou une personne membre d'un ménage; le lieu de travail du salarié se situe en dehors des locaux de l'entreprise de l'employeur (travailleurs extérieurs à l'établissement et ne bénéficiant pas d'un contrat de travail); la législation du travail n'est pas appliquée, respectée ou observée pour tout autre motif.

Typologie

Toute classification mondiale des économies selon les dimensions de l'emploi dans l'économie informelle doit rendre compte d'abord de l'ampleur de l'activité informelle (ou «informalité» pour le dire plus simplement) de chaque économie et, ensuite, des variations dans les modalités de cet emploi d'une économie à l'autre. La figure 1 présente, sous la forme d'une échelle, une manière simple de classer l'étendue de l'activité informelle – c'est-à-dire la part de la population active non agricole occupant un emploi dans l'économie informelle – quelle que soit l'économie. Chaque économie peut être positionnée à un point donné de l'échelle. Il convient d'être prudent au moment d'interpréter la place respective des économies. Certains ont voulu y voir un séquençage temporel en postulant une trajectoire naturelle et systématique vers la gauche (c'est-à-dire vers de plus en plus d'activités formelles) et l'existence d'un «cheminement du développement», les économies plus formelles, soit les pays occidentaux, se situant plus à gauche, et les économies plus informelles – et majoritaires –, soit les pays en développement, se situant plus à droite (Massey, 2005). Or la position respective des économies ne représente pas nécessairement le stade de chacune dans une progression vers la formalité, mais plutôt les écarts entre les unes et les autres; il n'est donc pas recommandé de postuler une trajectoire temporelle, naturelle et systématique, dans une direction donnée. En effet, l'expérience des dernières décennies a montré que les différentes économies *peuvent évoluer dans un sens ou dans l'autre* le long de l'échelle (Schneider, 2013; Williams, 2007). Présenter la transition vers l'économie formelle comme une évolution linéaire universelle du développement économique ne correspond pas à la réalité et exclut la possibilité de trajectoires différentes, actuelles ou futures.

Figure 1. Classement des économies selon la part de l'emploi dans l'économie informelle par rapport à l'emploi non agricole total



Cependant, pour rendre compte des modalités de l'emploi dans l'économie informelle selon le pays, la typologie retenue doit nécessairement mettre en évidence les différentes formes de l'informalité. Plusieurs options sont possibles. Par exemple, on peut représenter graphiquement la répartition de l'emploi dans l'économie informelle entre emploi salarié, emploi pour compte propre et emploi familial (Williams et Lansky, 2013). Dans le présent article, et comme il ressort du tableau 1, nous nous attacherons à faire la distinction entre un emploi informel exercé au sein d'une entreprise informelle (A), un emploi informel exercé au sein d'une entreprise formelle (C) et un emploi formel exercé au sein d'une entreprise informelle (B). A partir de cette distinction, nous pouvons classer les pays selon l'«intensité» de leur informalité, à savoir la part de l'emploi total dans l'économie informelle qui consiste en un emploi informel exercé au sein d'une entreprise elle-même informelle (A). Nous concluons à une forme plus intense d'informalité dès lors que l'emploi et l'entreprise sont l'un et l'autre informels (catégorie A plutôt que les catégories B ou C). Une fois les économies classées en fonction de l'étendue et de l'intensité de leur informalité, les variations entre pays devront être expliquées.

Tentatives d'explication

Selon la *théorie de la modernisation*, dominante pendant la plus grande partie du XX^e siècle, l'emploi dans l'économie informelle est avant tout le vestige d'une ère de production prémoderne, qui tend à disparaître au fur et à mesure que l'économie formelle moderne se développe (Geertz, 1963; Gilbert, 1998; Lewis, 1955; Packard, 2007). Bromley (2007, p. xv) affirme ainsi que, dans cette perspective, l'emploi dans l'économie informelle est «sans importance et appelé à disparaître». Ce type d'emploi est donc décrit comme le produit d'un sous-développement économique, qui s'éteindra avec le progrès économique

et la modernisation. Dans cette perspective, les variations dans l'étendue et l'intensité de l'informalité entre les pays découlent de la position de chacun sur une trajectoire linéaire unidimensionnelle qui conduit nécessairement à l'économie formelle. Utiliser des indicateurs tels que le PNB par habitant permet alors de mesurer le niveau relatif de progrès économique et de modernisation et de classer les pays selon leur stade dans le cheminement du développement, les nations situées en tête étant considérées comme «avancées», «modernes» et «progressistes» et les nations en queue de peloton, où l'activité formelle est peu répandue, étant considérées comme «arriérées», «traditionalistes» et «sous-développées» (Geertz, 1963; Gilbert, 1998; Lewis, 1955; Packard, 2007).

Cependant, depuis quelques dizaines d'années, des voix s'élèvent pour affirmer que, dans de nombreux pays et régions, la majorité des emplois se situent dans l'économie informelle (BIT, 2011, 2012 et 2013; Jütting et de Laiglesia, 2009; Rodgers et Williams, 2009; Schneider, Buehn et Montenegro, 2010), ou encore que l'emploi dans l'économie informelle, s'il est répandu et en expansion à certains endroits, est plus limité et en recul à d'autres (Buehn et Schneider, 2012; Feld et Schneider, 2010; Rani et coll., 2013; Renoy et coll., 2004; Schneider, 2011). Cette prise de conscience a donné lieu à des interprétations nouvelles, parfois contradictoires, que nous exposons ci-après (pour une analyse plus approfondie, voir Williams et Lansky, 2013).

Pour les tenants du *néolibéralisme*, si l'emploi dans l'économie informelle perdure, voire augmente, c'est du fait d'une réaction des petites gens face à des impôts élevés, un système étatique corrompu et une interférence induite de l'Etat dans le jeu du marché, autant de phénomènes qui entraînent une décision économique rationnelle consistant à sortir de l'économie formelle pour s'épargner les formalités d'enregistrement et éviter des coûts en argent, en temps et en énergie (voir, par exemple, Flodman Becker, 2004; de Soto, 1989 et 2000; London et Hart, 2004; Nwabuzor, 2005; Perry et Maloney, 2007; Sauvy, 1984; Small Business Council, 2004). Comme l'affirme Nwabuzor (2005, p. 126), «l'informalité est une réaction à des contrôles fastidieux, une tentative de les contourner». Les partisans du néolibéralisme préconisent donc de réduire les impôts, de lutter contre la corruption et de promouvoir la déréglementation ainsi qu'une intervention minimale de l'Etat. On retiendra que, selon cette perspective, l'emploi dans l'économie informelle est en principe plus répandu dans les pays marqués par un impôt élevé, une administration particulièrement corrompue et une forte intervention de l'Etat.

Selon la pensée de l'*économie politique*, la persistance et le développement de l'emploi dans l'économie informelle découlent directement au contraire de l'avènement d'une économie mondiale ouverte et non régulée (Castells et Portes, 1989; Gallin, 2001; Hudson, 2005; Portes, 1994; Sassen, 1996; Slavnić, 2010; Taiwo, 2013). En raison de l'intégration fonctionnelle croissante d'un système économique mondialisé, la sous-traitance et l'externalisation constituent désormais la voie principale par laquelle l'emploi informel trouve sa place dans le capitalisme contemporain, entraînant une nouvelle pression à la baisse sur les salaires, une érosion des revenus ainsi que des prestations

et services sociaux, et un nouveau développement de l'économie informelle. Selon cette théorie, l'emploi dans l'économie informelle est largement non réglementé, mal rémunéré et précaire, il permet à peine de subvenir à ses besoins, il est exercé dans des conditions d'exploitation et il concerne des populations en marge de la société, qui n'ont pas accès à l'emploi formel, ne reçoivent pas de prestations sociales et tombent dans cette extrémité faute de mieux (BIT, 2002a; Castells et Portes, 1989; Davis, 2006; Gallin, 2001; Hudson, 2005; Sassen, 1996). Par conséquent, il serait plus répandu dans les économies où l'intervention de l'Etat est inadéquate et impropre à prémunir les travailleurs de la pauvreté.

Jusqu'à présent, la plupart des observateurs qui ont tenté d'expliquer les variations du niveau d'emploi dans l'économie informelle entre les pays ont soutenu et validé les principes d'une seule de ces perspectives. Ainsi, Schneider (2008) a cherché à établir le bien-fondé de plusieurs des thèses néolibérales, notamment l'effet supposé d'une baisse des impôts et de la lutte contre la corruption sur le niveau de l'emploi informel. De son côté, Yamada (1996) affirme que l'emploi informel est un choix – idée largement admise par les tenants du néolibéralisme –, plutôt qu'une nécessité – thèse privilégiée par le courant de l'économie politique. Depuis quelques temps, un point de vue plus nuancé fait son apparition, selon lequel chacune de ces perspectives s'applique mieux à tel ou tel contexte ou situation, si bien qu'il faudrait les combiner pour parvenir à une vision plus fine et plus juste de la réalité. Ainsi, tout en reconnaissant que l'informalité peut être, dans tous les contextes, un choix volontaire (sortie) aussi bien qu'un choix contraint (exclusion), certains estiment que l'économie politique explique mieux l'emploi informel salarié, et la perspective néolibérale, mieux l'emploi informel indépendant (Perry et Maloney, 2007; Williams, 2010). D'autres affirment que l'économie politique s'applique davantage aux populations relativement défavorisées, et la perspective néolibérale, davantage aux groupes relativement prospères au sein d'un pays (Evans, Syrett et Williams, 2006; Gurtoo et Williams, 2009; Pfau-Effinger, 2009; Williams, Nadin et Rodgers, 2012). D'autres encore estiment que l'emploi informel est plus souvent un choix volontaire ou une sortie dans les économies développées, et plus souvent une exclusion dans les économies en développement (Oviedo, Thomas et Karakurum-Özdemir, 2009). Pour d'autres encore, il est plus souvent une exclusion pour les femmes et plus souvent une sortie pour les hommes (Franck, 2012; Grant, 2013; Williams, 2009; Williams et Round, 2009a et 2009b; Williams et Youssef, 2013).

A ce jour, la seule étude à avoir évalué dans une perspective critique le bien-fondé de ces écoles divergentes dans le contexte à l'examen porte sur l'Union européenne (Eurofound, 2013; Commission européenne, 2013; Williams, 2013). Dans cette étude, les auteurs ont pu réunir des éléments allant dans le sens des théories de la modernisation et de l'économie politique, mais ils ne sont pas parvenus à étayer l'intégralité des postulats de la théorie néolibérale. Aucune autre étude n'a jamais cherché à évaluer les différentes interprétations existantes dans le contexte du monde en développement. Le

présent article cherche à remédier à cette lacune. Constate-t-on effectivement, comme l'affirme la théorie de la modernisation, un moindre niveau d'emploi dans l'économie informelle au sein des économies en développement les plus riches, par rapport aux plus pauvres? Peut-on observer dans ces pays, comme le voudrait la logique néolibérale, une informalité accrue lorsque l'administration est fortement corrompue, l'impôt élevé et l'intervention de l'Etat particulièrement importante? Est-il avéré plutôt que cet emploi est plus fréquent dans les pays en développement où la pauvreté est plus répandue et la main-d'œuvre moins bien protégée, si bien qu'aucune autre perspective ne s'offre aux populations démunies?

Méthodologie et données

Pour établir notre classification des économies en fonction de l'étendue et de l'intensité de l'emploi dans l'économie informelle et pour évaluer les différentes thèses explicatives en présence, nous avons utilisé une compilation statistique du BIT consacrée à la question (BIT, 2012). Quarante-sept pays sont pris en compte, et des données sur l'étendue et les modalités de l'activité informelle sont disponibles pour trente-six d'entre eux. Il s'agit là, pour l'heure, des seules données sur le sujet pour des pays en développement, données comparables au plan international et reposant sur une définition générale commune et une méthodologie d'enquête similaire, à savoir la collecte sur la base de questionnaires élaborés par le Département de statistique du BIT et portant sur l'emploi dans l'économie informelle, exception faite de l'activité liée à l'agriculture, la chasse, la foresterie et la pêche. Lorsque le travailleur a plusieurs emplois, la compilation utilisée tient compte de l'activité principale déclarée, et ce notamment pour éviter de comptabiliser les activités informelles occasionnelles ou anecdotiques. Cependant, les chiffres découlant des données du BIT s'écartent parfois de ceux qui sont publiés par les pays (ils sont inférieurs en l'occurrence). C'est notamment le cas de l'Inde. Une certaine prudence est donc de mise, ce qui n'enlève rien à l'intérêt de ces données comparatives, collectées selon une méthode et des définitions communes.

Cette série de données a déjà été utilisée dans différents rapports (BIT, 2011 et 2012), mais jamais pour analyser les variations dans les dimensions de l'emploi dans l'économie informelle d'un pays à l'autre ou pour évaluer de manière critique les différentes approches utilisées pour les expliquer. C'est ce à quoi nous nous attacherons ici. Pour évaluer les différentes interprétations en présence (théorie de la modernisation, théorie de l'économie politique et théorie néolibérale), et vérifier leurs postulats respectifs, nous avons choisi d'utiliser les indicateurs du développement de la Banque mondiale pour l'année au cours de laquelle l'enquête a été menée dans chaque pays (Banque mondiale, 2013). Le seul indicateur provenant d'une source indépendante est l'Indice de perception de la corruption, tel qu'il a été calculé par Transparency International (2013) pour l'année concernée dans chaque pays.

Pour évaluer la théorie de la modernisation, nous avons repris un indicateur déjà utilisé dans des études précédentes (BIT, 2012; Yamada, 1996), à savoir le PNB par habitant. Pour évaluer les postulats de la théorie néolibérale, qui met l'ampleur de l'activité informelle sur le compte d'une fiscalité trop élevée, de la corruption et de l'interférence de l'Etat dans le libre jeu du marché, nous avons repris des mesures déjà utilisées pour ce type d'exercice (Eurofound, 2013; Commission européenne, 2013; Williams, 2013), à savoir les données de la Banque mondiale (2013) sur les indicateurs suivants:

- Les impôts sur les biens et services en pourcentage des recettes publiques. Sont pris en compte les impôts généraux sur les ventes et le chiffre d'affaires ou la TVA, les taxes sur des produits ou services déterminés, les taxes sur l'utilisation de marchandises ou de biens immobiliers, les taxes sur l'extraction et la production de minerais et les bénéfices des monopoles fiscaux.
- Les recettes publiques (hors dons) en pourcentage du PIB. Par «recettes publiques», on entend les rentrées de trésorerie provenant des impôts, des cotisations sociales et d'autres formes de recettes telles que les amendes, les redevances, les loyers et les revenus provenant de biens immobiliers ou de ventes. On notera que la Banque mondiale inclut les dons dans les recettes publiques, mais pas pour le présent indicateur.
- Les recettes fiscales en pourcentage du PIB. Par «recettes fiscales», on entend les transferts obligatoires vers le gouvernement central à des fins publiques. Certains transferts obligatoires tels que les amendes, les pénalités et la plupart des cotisations sociales ne sont pas pris en compte. Les remboursements et les restitutions d'impôt perçus en trop sont traités comme des revenus négatifs.

En outre, nous évaluons les hypothèses néolibérales sur la corruption dans le secteur public à l'aide de l'indicateur suivant:

- L'Indice de perception de la corruption établi par Transparency International (2013). Il s'agit d'un indice composite de la perception de la corruption dans le secteur public, qui se fonde sur quatorze sondages menés auprès de spécialistes et qui classe les pays sur une échelle de 0 (secteur public perçu comme très corrompu) à 10 (secteur public perçu comme non corrompu).

Pour analyser à la fois l'une des explications d'inspiration néolibérale (informalité favorisée par l'intervention de l'Etat) et l'une des thèses des partisans de l'économie politique (informalité favorisée au contraire par une intervention insuffisante de l'Etat), nous nous fondons sur un indicateur déjà utilisé dans ce contexte (Commission européenne, 2013; Eurofound, 2013, Williams, 2013), à savoir:

- Les cotisations sociales en pourcentage des recettes publiques. Sont prises en compte les cotisations de sécurité sociale versées par les salariés, les employeurs et les travailleurs indépendants, les autres cotisations de provenance inconnue, ainsi que les cotisations, réelles ou supposées, aux régimes d'assurance sociale gérés par l'Etat.

En parallèle, pour analyser cet autre postulat de la théorie de l'économie politique selon lequel l'informalité serait corrélée à la pauvreté, nous prenons pour indicateur le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté.

Pour analyser la corrélation entre nos deux dimensions de l'emploi dans l'économie informelle et les différents indicateurs économiques et sociaux que nous avons choisis, nous avons dû nous contenter d'analyses de régression bi-variées, compte tenu de la taille réduite de notre échantillon (trente-six pays seulement) et faute de variables de contrôle supplémentaires. Nous procédons en utilisant le coefficient de corrélation des rangs de Spearman (r_s), en raison de la nature non paramétrique des données. Comme nous le verrons, même avec une simple régression à deux variables, nous parvenons à des résultats intéressants permettant de juger de la validité des différentes perspectives théoriques à l'examen.

Nous nous attacherons maintenant à décrire les variations dans l'étendue et l'intensité de l'informalité dans trente-six pays. Ensuite, nous présenterons une analyse préliminaire des différents indicateurs économiques et sociaux associés à une informalité accrue afin d'évaluer les différentes tentatives d'explication en présence.

Résultats: variations dans les dimensions de l'informalité selon le pays

Le tableau 2 donne la mesure de l'emploi dans l'économie informelle dans les trente-six pays de l'échantillon. Il montre que la majorité de la population active non agricole (moyenne simple, non pondérée, de 57,6 pour cent) a pour activité principale un emploi dans l'économie informelle. Cependant, si l'on utilise une moyenne pondérée en fonction de la taille de la population active du pays, on constate que 51,7 pour cent des travailleurs non agricoles exercent leur activité principale dans l'économie informelle. L'activité informelle n'est donc pas accessoire; c'est au contraire un phénomène qui emploie la majorité de la main-d'œuvre dans les pays en développement examinés ici.

Toutefois, ces chiffres globaux masquent des différences importantes entre les régions. Pour pouvoir analyser ces variations, nous avons réparti les trente-six pays de notre échantillon en six régions, en reprenant la classification de la Banque mondiale (2013). Ces régions sont les suivantes: Asie de l'Est et Pacifique; Europe et Asie centrale; Amérique latine et Caraïbes; Moyen-Orient et Afrique du Nord; Asie du Sud; et Afrique subsaharienne. Nous constatons alors que la part de la main-d'œuvre non agricole qui a une activité principale dans l'économie informelle (en moyenne pondérée) est comprise entre un peu moins d'un quart, soit 24,8 pour cent (Europe et Asie centrale), et 75,6 pour cent (Asie du Sud). La part de la population active dont l'emploi principal est exercé dans l'économie informelle n'est donc pas répartie également à l'échelle de la planète.

Tableau 2. Part de l'emploi (%) dans l'économie informelle par rapport à l'emploi non agricole total (moyennes non pondérée et pondérée), par région

Région (classification de la Banque mondiale)	Moyenne non pondérée	Moyenne pondérée	Nombre de pays
Asie de l'Est et Pacifique	64,8	47,4	4
Europe et Asie centrale	22,8	24,8	4
Amérique latine et Caraïbes	58,2	51,1	16
Moyen-Orient et Afrique du Nord	59,0	58,5	1
Asie du Sud	75,9	75,6	3
Afrique subsaharienne	64,8	53,1	8
Toutes régions confondues (moyenne)	57,6	51,7	36

Source: calculs effectués par les auteurs à partir de données de BIT (2012).

Comme il apparaît dans le tableau 3, il y a aussi des variations marquées entre les pays en ce qui concerne l'emploi dans l'économie informelle, lequel concerne 84,7 pour cent de la population active non agricole au Mali, contre 6,5 pour cent en Serbie. De fait, dans vingt-quatre des trente-six pays considérés (soit 67 pour cent), au moins la moitié de la population active non agricole a une activité principale dans l'économie informelle. Toutefois, il existe des variations importantes entre les pays. Dans le tableau 3, nous reprenons la typologie présentée à la figure 1 et montrons que, si aucune des économies en développement n'est «entièrement formelle», «entièrement informelle» ou «presque entièrement informelle», 11 pour cent d'entre elles sont «principalement informelles», 25 pour cent «largement informelles», 22 pour cent «surtout informelles», 8 pour cent «mixtes à tendance informelle», 17 pour cent «mixtes à tendance formelle», aucune «surtout formelle», 6 pour cent «largement formelles», 8 pour cent «principalement formelles», et 3 pour cent «presque entièrement formelles». Les trente-six pays en développement sont donc largement regroupés entre le milieu du spectre et son extrémité informelle.

Il existe également une étroite corrélation entre l'étendue de l'activité informelle – c'est-à-dire la proportion de la population active non agricole occupant un emploi dans l'économie informelle – et l'intensité de cette informalité – c'est-à-dire la part des emplois dans l'économie informelle qui sont des emplois informels exercés au sein d'une entreprise elle-même informelle. Les colonnes 4 et 5 du tableau 3 montrent respectivement cette étendue et cette intensité. Si nous nous intéressons à l'intensité, nous constatons que, dans les pays de notre échantillon, les trois quarts (74 pour cent) de la totalité des emplois dans l'économie informelle sont des emplois informels exercés au sein d'une entreprise informelle. Cependant, on constate de nouveau de fortes variations d'un pays à l'autre, ce pourcentage allant de 85,2 pour cent au Mali à 18,8 pour cent au Lesotho. La figure 2 montre une corrélation statistiquement significative entre étendue et intensité de l'informalité: plus l'activité informelle est répandue, plus l'intensité de cette informalité l'est aussi – autrement dit, plus l'emploi informel a tendance à s'exercer dans

Tableau 3. Etendue et intensité de l'informalité

Pays	Année	Région (classification de la Banque mondiale)	Emploi dans l'économie informelle (%) (A + B + C) (= <i>étendue</i> de l'informalité)	Emplois dans l'économie informelle qui sont des emplois informels exercés au sein d'une entreprise informelle (%) (= <i>intensité</i> de l'informalité)	Type de l'économie
Mali	2004	Afrique subsaharienne	84,7	85,2	Principalement informelle
Inde	2009-10	Asie du Sud	84,3	79,2	Principalement informelle
Philippines	2008	Asie de l'Est et Pacifique	84,0	69,8	Principalement informelle
Pakistan	2009-10	Asie du Sud	81,3	86,2	Principalement informelle
Zambie	2008	Afrique subsaharienne	76,3	75,8	Largement informelle
Bolivie	2006	Amérique latine et Caraïbes	75,6	68,3	Largement informelle
Honduras	2009	Amérique latine et Caraïbes	75,3	75,6	Largement informelle
Madagascar	2005	Afrique subsaharienne	73,7	70,1	Largement informelle
Ouganda	2010	Afrique subsaharienne	73,5	75,8	Largement informelle
Indonésie	2009	Asie de l'Est et Pacifique	72,4	83,1	Largement informelle
Lesotho	2008	Afrique subsaharienne	70,7	18,8	Largement informelle
Paraguay	2009	Amérique latine et Caraïbes	70,7	53,6	Largement informelle
Pérou	2009	Amérique latine et Caraïbes	70,7	68,2	Largement informelle
Nicaragua	2009	Amérique latine et Caraïbes	69,4	73,1	Surtout informelle
Viet Nam	2009	Asie de l'Est et Pacifique	68,5	63,1	Surtout informelle
El Salvador	2009	Amérique latine et Caraïbes	68,2	75,7	Surtout informelle
Rép.-Unie de Tanzanie	2005-06	Afrique subsaharienne	66,7	68,5	Surtout informelle
Sri Lanka	2009	Asie du Sud	62,1	81,1	Surtout informelle
Colombie	2010	Amérique latine et Caraïbes	61,5	82,0	Surtout informelle
Equateur	2009	Amérique latine et Caraïbes	61,3	60,2	Surtout informelle
Libéria	2010	Afrique subsaharienne	60,3	81,6	Surtout informelle

Tableau 3. Etendue et intensité de l'informalité (*suite et fin*)

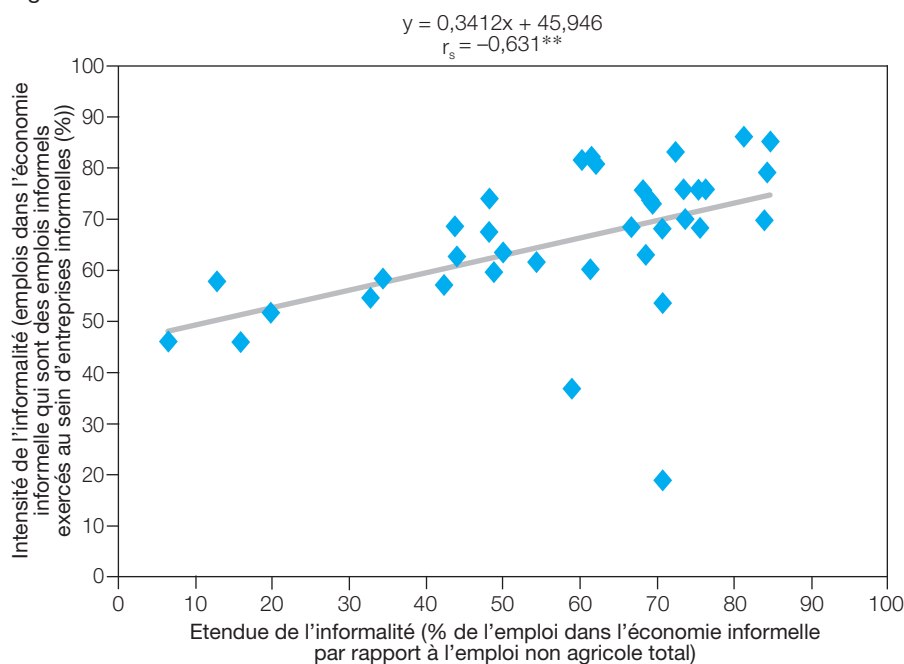
Pays	Année	Région (classification de la Banque mondiale)	Emploi dans l'économie informelle (%) (A + B + C) (= <i>étendue</i> <i>de l'informalité</i>)	Emplois dans l'économie informelle qui sont des emplois informels exercés au sein d'une entreprise informelle (%) (= <i>intensité</i> <i>de l'informalité</i>)	Type de l'économie
Territoire palestinien occupé	2010	Moyen-Orient et Afrique du Nord	59,0	36,9	Mixte à tendance informelle
Mexique	2009	Amérique latine et Caraïbes	54,3	61,7	Mixte à tendance informelle
Argentine	2009	Amérique latine et Caraïbes	50,0	63,6	Mixte à tendance informelle
Rép. dominicaine	2009	Amérique latine et Caraïbes	48,8	59,6	Mixte à tendance formelle
Rép. bolivarienne du Venezuela	2009	Amérique latine et Caraïbes	48,2	74,1	Mixte à tendance formelle
Costa Rica	2009	Amérique latine et Caraïbes	48,2	67,6	Mixte à tendance formelle
Panama	2009	Amérique latine et Caraïbes	44,0	62,5	Mixte à tendance formelle
Uruguay	2009	Amérique latine et Caraïbes	43,7	68,6	Mixte à tendance formelle
Brésil	2009	Amérique latine et Caraïbes	42,3	57,2	Mixte à tendance formelle
Chine	2010	Asie de l'Est et Pacifique	34,4	58,4	Largement formelle
Afrique du Sud	2010	Afrique subsaharienne	32,7	54,4	Largement formelle
Arménie	2009	Europe et Asie centrale	19,8	51,5	Principalement formelle
Rép. de Moldova	2009	Europe et Asie centrale	15,9	45,9	Principalement formelle
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2010	Europe et Asie centrale	12,8	57,8	Principalement formelle
Serbie	2010	Europe et Asie centrale	6,5	46,2	Presque entièrement formelle

Source: calculs effectués par les auteurs à partir de données de BIT (2012).

des entreprises du secteur informel. Le coefficient de corrélation des rangs de Spearman (r_s) confirme que cette corrélation est statistiquement significative ($r_s = -0,631^{**3}$).

³ Dans la suite du texte, ** indique un coefficient de corrélation de Spearman statistiquement significatif avec un intervalle de confiance de 99 %, * avec un intervalle de confiance de 95 %.

Figure 2. Corrélation entre l'étendue et l'intensité de l'informalité



** Statistiquement significatif au seuil de 1%.

Source: calculs de l'auteur.

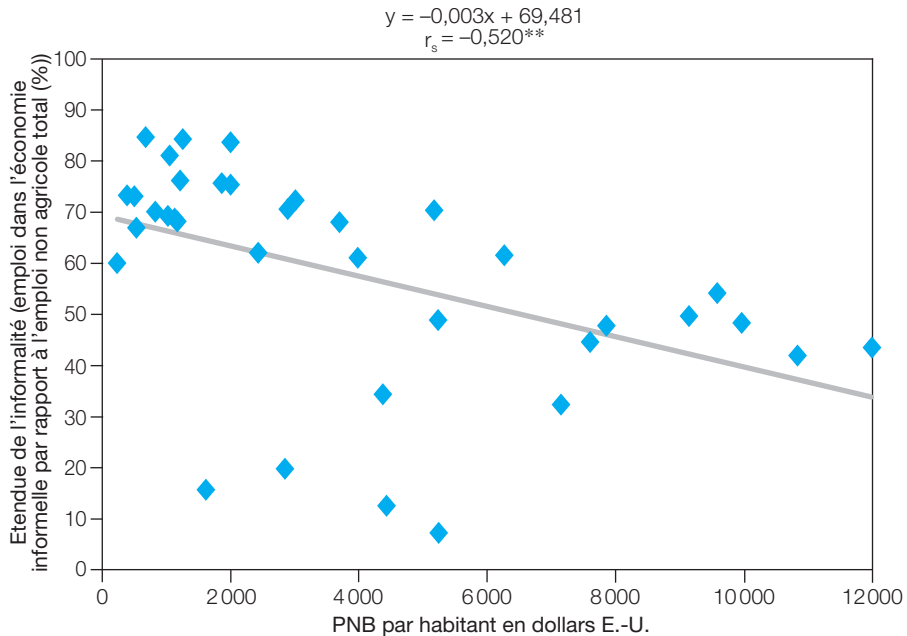
Evaluation des différentes thèses explicatives en présence

En vue de vérifier à titre préliminaire le bien-fondé des trois perspectives théoriques qui expliquent, de façon parfois contradictoire, l'emploi dans l'économie informelle, nous évaluons maintenant la corrélation entre l'étendue et l'intensité de l'informalité selon le pays et les différents indicateurs sociaux et économiques que les théories en question jugent déterminants.

En ce qui concerne la théorie de la modernisation, qui postule que la part de l'emploi dans l'économie informelle est plus élevée dans les pays moins développés, considérons la corrélation entre l'étendue de l'informalité et le PNB par habitant des trente-six économies à l'examen. Si nous utilisons le coefficient de corrélation des rangs de Spearman, nous constatons (figure 3) une corrélation forte et statistiquement significative entre l'étendue de l'informalité et le PNB par habitant ($r_s = -0,520^{**}$). Le signe du coefficient montre que l'emploi dans l'économie informelle est plus répandu dans les économies en développement dont le PNB par habitant est plus faible.

Il existe également une corrélation statistiquement significative entre l'intensité de l'informalité et le PNB par habitant ($r_s = -0,351^*$). L'intensité

Figure 3. Corrélation entre l'étendue de l'informalité et le PNB par habitant



** Statistiquement significatif au seuil de 1%.

Source: calculs de l'auteur.

de l'informalité est plus forte dans les économies en développement ayant un PNB par habitant plus faible. Toutefois, comme dans des études précédentes parvenant à la même conclusion (BIT, 2012; Yamada, 1996), il n'est pas possible d'établir ici une relation de causalité. Nous nous trouvons donc confrontés à une limite de la présente étude et des précédentes.

Intéressons-nous maintenant à la thèse néolibérale selon laquelle l'informalité est due à la corruption des institutions publiques, une charge fiscale élevée et l'ingérence de l'Etat dans le jeu du marché, et analysons tout d'abord le lien supposé entre activité informelle et corruption. Nos calculs font apparaître une corrélation forte et statistiquement significative entre les pays présentant une perception de la corruption particulièrement élevée et ceux où l'activité informelle est particulièrement répandue ($r_s = -0,502^{**}$). Si la corrélation entre corruption et intensité de l'informalité n'est pas statistiquement significative ($r_s = -0,253$), le signe du coefficient permet de conclure que les pays où la corruption perçue est importante sont également des pays à forte intensité d'activité informelle.

Nous analysons ensuite le lien supposé entre charge fiscale et activité informelle. Pour cela, il convient de comparer les deux dimensions de l'informalité et le poids de l'impôt. Cette comparaison montre une corrélation statistiquement significative ($r_s = -0,430^{*}$) entre l'étendue de l'activité informelle

et le niveau de l'impôt sur les biens et les services en pourcentage des recettes publiques. Toutefois, la corrélation est inverse à ce que suggèrent les néolibéraux: l'étendue de l'informalité diminue lorsque l'impôt sur les biens et les services augmente. Parallèlement, si la corrélation entre intensité de l'informalité et niveau de l'impôt sur les biens et les services n'est pas significative ($r_s = -0,216$), le signe du coefficient montre là aussi que cette dimension de l'informalité diminue lorsque l'impôt visé augmente.

Etant donné que ces résultats tendent à infirmer un aspect essentiel de la théorie néolibérale, nous examinerons maintenant deux autres mesures de la charge fiscale. Pour commencer, nous comparons le niveau des recettes publiques (hors dons) en pourcentage du PIB et l'étendue et l'intensité de l'activité informelle. Nous obtenons alors une corrélation statistiquement significative, tant pour l'étendue ($r_s = -0,510^{**}$) que pour l'intensité ($r_s = -0,656^{**}$) de l'informalité. Cependant, là aussi, le signe du coefficient de corrélation infirme le postulat néolibéral. C'est également le cas de la corrélation entre le niveau des recettes fiscales en pourcentage du PIB et les deux dimensions de l'informalité. Une fois encore, nous constatons une corrélation forte et statistiquement significative, pour l'étendue ($r_s = -0,451^*$) comme pour l'intensité ($r_s = -0,679^{**}$) de l'informalité, mais la relation est toujours inverse à ce qu'affirme la théorie néolibérale. Ainsi, pour les trois indicateurs relatifs à l'impôt, nous constatons que les deux dimensions de l'informalité sont inférieures dans les pays où l'impôt est plus lourd. C'est peut-être parce qu'avec l'impôt ce sont les recettes publiques qui augmentent, et donc aussi les transferts sociaux, si bien que les citoyens peuvent bénéficier d'un certain niveau de protection sociale.

Pour tester à la fois le troisième postulat néolibéral – une forte interférence de l'Etat sur le jeu du marché *accroît* l'informalité – et l'argument opposé de l'économie politique – une forte intervention de l'Etat *réduit* l'informalité –, nous analysons la corrélation entre nos deux dimensions de l'informalité et le niveau des cotisations sociales en pourcentage des recettes publiques. Nous parvenons à établir ainsi une corrélation forte et significative entre le niveau de cotisations sociales et l'étendue ($r_s = -0,609^{**}$) comme l'intensité ($r_s = -0,582^*$) de l'informalité. Le signe de la corrélation est négatif dans un cas comme dans l'autre, ce qui signifie que ces deux dimensions diminuent quand le pourcentage des cotisations sociales dans les recettes publiques augmente, à l'appui manifestement de l'explication de l'économie politique. En revanche, aucune donnée ne vient étayer l'argument néolibéral selon lequel l'intervention de l'Etat favorise l'activité informelle. Le postulat de l'économie politique est donc validé, c'est-à-dire que l'activité informelle semble effectivement associée à une moindre intervention de l'Etat en matière de protection sociale.

Enfin, en ce qui concerne le postulat de l'économie politique selon lequel les deux dimensions de l'activité informelle pourraient être associées au niveau de pauvreté, nous constatons, une fois encore, une corrélation forte et statistiquement significative, et cela entre la part de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté et l'ampleur ($r_s = -0,355^*$) de l'informa-

lité. La corrélation avec l'intensité de l'informalité ne se vérifie pas cette fois ($r_s = 0,194$). Ainsi, les activités informelles sont d'autant plus répandues que le taux de pauvreté est élevé, ce qui laisse supposer que les groupes en marge de la société se tournent vers l'activité informelle en dernier recours, faute de tout autre moyen de subsistance ou aide extérieure, et c'est justement cela qu'affirme la théorie de l'économie politique.

Conclusions

Nous avons présenté ici une typologie permettant de classer les économies en fonction de deux dimensions de l'emploi dans l'économie informelle, l'étendue et l'intensité de l'informalité. L'analyse de données issue d'enquêtes menées par le BIT dans trente-six pays en développement montre que, parmi la population active non agricole, trois travailleurs sur cinq (59,8 pour cent) exercent leur activité principale dans l'économie informelle, et que, parmi ces travailleurs, un peu moins de trois sur quatre (74 pour cent) sont employés par une entreprise informelle. Toutefois, il existe des variations importantes dans l'emploi dans le secteur informel selon les pays, à la fois s'agissant de l'étendue de cette informalité (de 84,7 pour cent de la population active non agricole au Mali à 6,5 pour cent en Serbie) et de son intensité, puisque la part des personnes qui exercent une activité informelle pour une entreprise elle-même informelle varie de 85,2 pour cent au Mali à 18,8 pour cent au Lesotho. Cependant, dans vingt-quatre (67 pour cent) des trente-six pays de l'échantillon, l'économie informelle occupe au moins la moitié de la population active non agricole et, dans trente-deux de ces pays (89 pour cent), plus de la moitié de l'emploi informel est exercé au sein d'une entreprise informelle. L'emploi dans l'économie informelle au sein des pays considérés n'est donc pas un segment limité et mineur du marché du travail. En effet, dans deux tiers d'entre eux, c'est l'économie formelle qui emploie une minorité de la population active et qui joue un rôle minime dans l'emploi.

En ce qui concerne maintenant l'évaluation préliminaire des différentes thèses avancées pour expliquer les variations dans nos deux dimensions de l'informalité selon les pays, nous avons considéré trois écoles de pensée aux conclusions divergentes. Ces écoles associent l'étendue et l'intensité de l'informalité au sous-développement économique (théorie de la modernisation); à la charge fiscale, la corruption de l'administration et l'interventionnisme de l'Etat (théorie néolibérale); et, enfin, à une intervention de l'Etat inadéquate et impropre à protéger les travailleurs de la pauvreté (théorie de l'économie politique). Nous avons pu rassembler des éléments à l'appui des thèses de la modernisation et de l'économie politique qui associent l'informalité au sous-développement et au fait que l'Etat n'intervient pas suffisamment pour protéger les travailleurs de la pauvreté, respectivement. Nous avons aussi réuni des éléments étayant le postulat néolibéral sur la corrélation entre informalité et corruption. Cependant, aucune donnée n'est venue valider cet autre postulat néolibéral selon lequel l'informalité serait associée à une charge fiscale plus

élevée et une plus forte interférence de l'Etat. C'est même le contraire qui a pu être établi: un impôt plus élevé et une plus forte intervention publique *réduisent* l'activité informelle et son intensité, sans doute parce que les pays dotés de systèmes de perception efficaces sont en mesure de faire des transferts sociaux et que leur population n'est pas acculée à l'emploi informel.

Les implications de cette étude pour la réflexion théorique, c'est donc qu'il faut mobiliser plusieurs systèmes d'interprétation pour expliquer les variations dans l'ampleur et les modalités de l'activité informelle. Comme dans une étude précédente sur l'importance de l'activité informelle dans les économies avancées de l'Union européenne (Williams, 2013), qui reposait cependant sur un ensemble de données différent, nous parvenons à corrélérer la fréquence de l'activité informelle avec un faible PNB par habitant, une forte corruption de l'administration publique et une intervention plus limitée d'un Etat qui prélève moins d'impôts et fait moins de transferts sociaux, c'est-à-dire qui protège moins les travailleurs de la pauvreté. Nous pouvons en conclure à titre tout à fait préliminaire qu'on peut utiliser les mêmes arguments pour expliquer les dimensions particulièrement importantes de l'activité informelle dans un pays développé et dans un pays en développement. Par conséquent, on pourrait recommander de faire la synthèse des théories de la modernisation et de l'économie politique en élaborant une nouvelle théorie de la «néo-modernisation», qui conduirait à affirmer que l'étendue et l'intensité de l'informalité sont moindres lorsque le développement économique est supérieur et l'intervention de l'Etat plus forte, c'est-à-dire lorsqu'un impôt et des transferts sociaux plus importants protègent les travailleurs de la pauvreté. Il conviendrait à cet égard de mener des travaux plus approfondis sur un nombre plus important d'économies développées et en développement, en utilisant des séries chronologiques pour chaque pays et, si possible, des analyses de régression multivariées portant sur un échantillon élargi, et ce afin de déterminer l'importance de chaque indicateur social et économique tout en vérifiant l'influence d'autres caractéristiques. La principale difficulté en la matière, c'est le manque de données comparatives disponibles sur l'emploi dans l'économie informelle au sein des différents pays.

Ces résultats contiennent également un enseignement en ce qui concerne l'action des pouvoirs publics. Aujourd'hui, le débat sur l'emploi dans l'économie informelle est axé sur l'intérêt respectif d'une répression ciblée ou de mesures incitatives, également ciblées, pour faciliter la transition vers l'économie formelle (Dibben et Williams, 2012; Eurofound, 2013; Feld et Larsen, 2012; OCDE, 2012; Williams et Lansky, 2013; Williams et Nadin, 2012; Williams, Round et Rodgers, 2013). Dans le présent article, nous avons montré cependant que des mesures de politique économique et sociale plus générales jouent aussi un rôle considérable dans ce processus. Nous avons établi qui plus est, ce qui n'est pas de la moindre importance, que les préceptes néolibéraux – allègement de l'impôt et déréglementation de l'économie par une action aussi réduite que possible de l'Etat en matière d'emploi et de protection sociale – sont contestables. De même, aucun lien n'a pu être établi entre un impôt moins élevé, ou

une intervention de l'Etat moins forte, et une activité informelle plus réduite. En effet, c'est plutôt le contraire qui apparaît: l'activité informelle est moins répandue et moins intense dans les économies «modernes» où les niveaux de corruption dans le secteur public sont plus faibles, l'impôt plus élevé, les dépenses de sécurité sociale plus importantes, et la pauvreté plus limitée. Par conséquent, il ne suffit pas d'élaborer des mesures ciblées pour lutter contre l'emploi informel – en mettant en place des systèmes de perception efficaces par exemple. En effet, il faut aussi adopter des politiques économiques et sociales plus générales contre le sous-développement, la corruption des administrations publiques et la pauvreté, en augmentant parallèlement les taux d'imposition et les dépenses de sécurité sociale. En d'autres termes, si des mesures ciblées pour une transition vers l'économie formelle sont sans doute nécessaires, elles ne sauraient à elles seules résoudre le problème de l'emploi dans l'économie informelle.

Ainsi, en partant du constat que la majorité de la population active non agricole a son activité principale dans l'économie informelle, nous avons proposé dans le présent article un nouveau cadre analytique qui consiste à classer les économies en fonction de l'étendue et des modalités de l'informalité, en dépassant ainsi l'approche plus traditionnelle consistant à les ordonner selon la composition de leur économie formelle. Il va de soi que cette nouvelle typologie n'est pas appelée à se substituer à l'approche classique, et les chercheurs pourraient combiner l'une et l'autre avec profit. Si cet article contribue à la réalisation de nouveaux travaux sur la classification des économies en fonction de l'étendue et des modalités de l'emploi dans l'économie informelle, alors il aura atteint son objectif. S'il parvient également à encourager les chercheurs à faire la synthèse de la méthode classique et de la nouvelle approche que nous proposons et à mener des travaux plus approfondis à la fois sur les déterminants de l'activité informelle et sur les politiques économiques et sociales qui devraient être adoptées dans un cadre plus général face à cette informalité, alors il l'aura atteint doublement.

Références

- Arnold, Roger A. 1996: *Economics* (St Paul, West Publishing).
- Banque mondiale. 2013: *World Development Indicators* (Washington, DC), disponible à l'adresse <<http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators/wdi-2013>> [consulté le 22 octobre 2015].
- BIT. 2013: *Women and men in the informal economy: A statistical picture*, disponible à l'adresse <http://laborsta.ilo.org/informal_economy_E.html> [consulté le 22 octobre 2015].
- . 2012: *Statistical update on employment in the informal economy*, Département de statistique (Genève).
- . 2011: *Statistical update on employment in the informal economy*, Département de statistique (Genève).
- . 2002a. *Travail décent et économie informelle*, rapport VI, Conférence internationale du Travail, 90^e session (Genève).
- . 2002b. *Women and men in the informal economy: A statistical picture*, disponible à l'adresse <www.ilo.org/dyn/infoecon/docs/441/F596332090/women%20and%20men%20stat%20picture.pdf> [consulté le 30 juillet 2015].

- Bromley, Ray. 2007: «Foreword», dans l'ouvrage publié sous la direction de John Cross et Alfonso Morales: *Street entrepreneurs: People, place and politics in local and global perspective* (Londres, Routledge), pp. xv-xvii.
- Buehn, Andreas; Schneider, Friedrich. 2012: «Shadow economies around the world: Novel insights, accepted knowledge, and new estimates», *International Tax and Public Finance*, vol. 19, n° 1, pp. 139-171.
- Castells, Manuel; Portes, Alejandro. 1989: «World underneath: The origins, dynamics and effects of the informal economy», dans l'ouvrage publié sous la direction de Alejandro Portes, Manuel Castells et Lauren A. Benton: *The informal economy: Studies in advanced and less developed countries* (Baltimore, Johns Hopkins University Press), pp. 11-39.
- Commission européenne. 2013: *Employment and social developments in Europe 2013* (Bruxelles).
- Davis, Mike. 2006: *Planet of slums* (Londres, Verso).
- Dibben, Pauline; Williams, Colin C. 2012: «Varieties of capitalism and employment relations: Informally dominated market economies», *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society*, vol. 51, supplement S1, pp. 563-582.
- Eurofound. 2013: *Tackling undeclared work in 27 European Union Member States and Norway: Approaches and measures since 2008* (Dublin, Eurofound).
- Evans, Melvyn; Syrett, Stephen; Williams, Colin C. 2006: *Informal economic activities and deprived neighbourhoods* (Londres, Department for Communities and Local Government).
- Feld, Lars P.; Larsen, Claus. 2012: *Undeclared work, deterrence and social norms: The case of Germany* (Berlin, Springer Verlag).
- ; Schneider, Friedrich. 2010: «Survey on the shadow economy and undeclared earnings in OECD Countries», *German Economic Review*, vol. 11, n° 2, mai, pp. 109-149.
- Flodman Becker, Kristina. 2004: *The informal economy: Fact finding study* (Stockholm, Swedish International Development Agency).
- Franck, Anja. K. 2012: «Factors motivating women's informal micro-entrepreneurship: Experiences from Penang, Malaysia», *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, vol. 4, n° 1, pp. 65-78.
- Gallin, Dan. 2001: «Propositions on trade unions and informal employment in times of globalisation», *Antipode*, vol. 33, n° 3, pp. 531-549.
- Geertz, Clifford. 1963: *Old Societies and New States: The quest for modernity in Asia and Africa* (New York, Free Press of Glencoe).
- Gilbert, Alan. 1998: *The Latin American city* (New York, Monthly Review Press).
- Grant, Richard. 2013: «Gendered spaces of informal entrepreneurship in Soweto, South Africa», *Urban Geography*, vol. 34, n° 1, pp. 86-108.
- Gurtoo, Anjula; Williams, Colin C. 2009: «Entrepreneurship and the informal sector: Some lessons from India», *International Journal of Entrepreneurship and Innovation*, vol. 10, n° 1, pp. 55-62.
- Hall, Peter A.; Soskice, David W. (directeurs de publication). 2001: *Varieties of capitalism: The institutional foundations of comparative advantage* (Oxford, Oxford University Press).
- Hudson, Ray. 2005: *Economic geographies: Circuits, flows and spaces* (Londres, Sage).
- Husmanns, Ralf. 2005: *Measuring the informal economy: From employment in the informal sector to informal employment*, Département de l'intégration des politiques, Bureau de statistique, Working Paper No. 53 (Genève, BIT).
- Jütting, Johannes P.; de Laiglesia, Juan R. 2009: «Employment, poverty reduction and development: What's new?», dans l'ouvrage publié sous la direction de Johannes P. Jütting et Juan R. de Laiglesia: *Is informal normal? Towards more and better jobs in developing countries* (Paris, OCDE), pp. 17-26.
- Lewis, Arthur. 1955: *The theory of economic growth* (Homewood, Richard D. Erwin) [version française: *La théorie de la croissance économique* (Paris, Payot, 1963)].
- London, Ted; Hart, Stuart L. 2004: «Reinventing strategies for emerging markets: Beyond the transnational model», *Journal of International Business Studies*, vol. 35, septembre, pp. 350-370.

- Massey, Doreen. 2005: *For space* (Londres, Sage), disponible à l'adresse <https://selforganizedseminar.files.wordpress.com/2011/07/massey-for_space.pdf> [consulté le 27 juillet 2015].
- Nwabuzor, Augustine. 2005: «Corruption and development: New initiatives in economic openness and strengthened rule of law», *Journal of Business Ethics*, vol. 59, n° 1-2, pp. 121-138.
- OCDE. 2012: *Reducing opportunities for tax non-compliance in the underground economy* (Paris).
- Oviedo, Ana Maria; Thomas, Mark R.; Karakurum-Özdemir, Kamer. 2009: *Economic Informality: Causes, costs and policies – a literature survey*, World Bank Working Paper No. 167 (Washington, DC, Banque mondiale).
- Packard, Truman G. 2007: *Do workers in Chile choose informal employment? A dynamic analysis of sector choice*, World Bank Policy Research Paper No. 4232 (Washington, DC, Banque mondiale).
- Perry, Guillermo E.; Maloney, William F. 2007: «Overview. Informality: Exit and exclusion», dans l'ouvrage publié sous la direction de Guillermo E. Perry, William F. Maloney, Omar S. Arias, Pablo Fajnzylber, Andrew D. Mason et Jaime Saavedra-Chanduvi: *Informality: Exit and exclusion* (Washington, DC, BIRD/Banque mondiale), pp. 1-19.
- Pfau-Effinger, Birgit. 2009: «Varieties of undeclared work in European societies», *British Journal of Industrial Relations*, vol. 47, n° 1, mars, pp. 79-99.
- Portes, Alejandro. 1994: «The informal economy and its paradoxes», dans l'ouvrage publié sous la direction de Neil J. Smelser et Richard Swedberg: *The handbook of economic sociology* (Princeton, Princeton University Press), pp. 426-449.
- Rani, Uma; Belser, Patrick; Oelz, Martin; Ranjbar, Setareh. 2013: «Couverture et respect de la législation sur le salaire minimum dans les pays en développement», *Revue internationale du Travail*, vol. 152, n° 3-4, pp. 411-442.
- Renoy, Piet; Ivarsson, Staffan; van der Wusten-Gritsai, Olga; Meijer, Emco. 2004: *Undeclared work in an enlarged Union. An analysis of undeclared work: An in-depth study of specific items* (Bruxelles, Commission européenne).
- Rodgers, Peter; Williams, Colin C. 2009: «The informal economy in the former Soviet Union and in central and eastern Europe», *International Journal of Sociology*, vol. 39, n° 2, pp. 3-11.
- Rohlf, William D. Jr. 1998: *Introduction to Economic Reasoning*, 4^e édition (Londres, Addison-Wesley).
- Sassen, Saskia. 1996: «Service employment regimes and the new inequality», dans l'ouvrage publié sous la direction d'Enzo Mingione: *Urban poverty and the underclass* (Oxford, Basil Blackwell), pp. 142-159.
- Sauvy, Alfred. 1984: *Le travail noir et l'économie de demain* (Paris, Calmann-Lévy).
- Schneider, Friedrich. 2013: *Size and development of the shadow economy of 31 European and 5 other OECD countries from 2003 to 2013: A further decline* (Linz, Johannes Kepler University), disponible à l'adresse <www.econ.jku.at/members/Schneider/files/publications/2013/ShadEcEurope31_Jan2013.pdf> [consulté le 22 octobre 2015].
- (directeur de publication). 2011: *Handbook on the shadow economy* (Cheltenham, Edward Elgar Publishing Limited).
- (directeur de publication). 2008: *The Economics of the hidden economy*, volume I (Cheltenham, Edward Elgar Publishing Limited).
- ; Buehn, Andreas; Montenegro, Claudio E. 2010: «New estimates for the shadow economies all over the world», *International Economic Journal*, vol. 24, n° 4, pp. 443-461.
- Slavnić, Zoran. 2010: «Political economy of informalization», *European Societies*, vol. 2, n° 1, pp. 3-23.
- Small Business Council. 2004: *Informal economy. Small Businesses in the informal economy: Making the transition to the formal economy. Evidence and key stakeholder opinion* (Londres, Small Business Council).
- de Soto, Hernando. 2000: *The mystery of capital: Why capitalism triumphs in the West and fails everywhere else* (New York, Basic Books).
- . 1989: *The other path: The economic answer to terrorism* (New York, Basic Books).

- Taiwo, Olumide. 2013: «Modèle théorique du choix de l'emploi et de la mobilité sur un marché du travail à plusieurs secteurs: l'exemple du Ghana», *Revue internationale du Travail*, vol. 152, n° 3-4, pp. 509-533.
- Transparency International. 2013: *2007 Corruption Perceptions Index (CPI)*, disponible à l'adresse <www.transparency.org/research/cpi/cpi_2007> [consulté le 22 octobre 2013].
- Williams, Colin C. 2013: «Evaluating cross-national variations in the extent and nature of informal employment in the European Union», *Industrial Relations Journal*, vol. 44, n° 5-6, pp. 479-494.
- . 2010: «Spatial variations in the hidden enterprise culture: Some lessons from England», *Entrepreneurship and Regional Development*, vol. 22, n° 5, pp. 403-423.
- . 2009: «Informal entrepreneurs and their motives: A gender perspective», *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, vol. 1, n° 3, pp. 219-225.
- . 2007: *Rethinking the future of work: Directions and visions* (New York, Palgrave Macmillan).
- ; Lansky, Mark A. 2013: «L'emploi informel dans les économies développées et en développement: quelles perspectives, quelles interventions?», *Revue internationale du Travail*, vol. 152, n° 3-4, pp. 383-409.
- ; Nadin, Sara. 2012: «Tackling the hidden enterprise culture: Government policies to support the formalization of informal entrepreneurship», *Entrepreneurship and Regional Development: An International Journal*, vol. 24, n° 9-10, pp. 895-915.
- ; —; Rodgers, Peter. 2012: «Evaluating competing theories of informal entrepreneurship: Some lessons from Ukraine», *International Journal of Entrepreneurial Behaviour and Research*, vol. 18, n° 5, pp. 528-543.
- ; Round, John; Rodgers, Peter. 2013: *The role of informal economies in the Post-Soviet world: The end of transition?* (London, Routledge).
- ; —. 2009a: «Explaining participation in off-the-books entrepreneurship in Ukraine: A gendered evaluation», *International Entrepreneurship and Management Journal*, vol. 5, n° 4, pp. 497-513.
- ; —. 2009b: «Evaluating informal entrepreneurs' motives: Some lessons from Moscow», *International Journal of Entrepreneurial Behaviour and Research*, vol. 5, n° 1, pp. 94-107.
- ; Youssef, Youssef. 2013: «Evaluating the gender variations in informal sector entrepreneurship: Some lessons from Brazil», *Journal of Developmental Entrepreneurship*, vol. 18, n° 1, pp. 1-16.
- Yamada, Gustavo. 1996: «Urban informal employment and self-employment in developing countries: Theory and evidence», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 44, n° 2, janvier, pp. 289-314.